

4^e Congrès mondial de la CSI
Copenhague, 2 - 7 décembre 2018

RENFORCER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA CONFÉDÉRATION
POUR LA PÉRIODE 2014-2028

CHANGER
LES
RÈGLES

CSI Confédération syndicale internationale

Boulevard du Roi Albert II, 5, Boîte 1, 1210 Bruxelles, Belgique

Tél. : +32 2 224 02 11 — info@ituc-csi.org — www.ituc-csi.org

INTRODUCTION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS –

4^e CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI

Le Congrès à Berlin a établi un programme ambitieux et complet pour la CSI, mettant particulièrement l'accent sur la promotion de la croissance syndicale; la garantie de la solidarité à l'échelle internationale, en particulier envers les travailleurs/euses confrontés aux pires formes d'oppression; la promotion d'une transformation économique et industrielle pour lutter contre le changement climatique et la pauvreté; la défense et l'avancement des droits des femmes aux échelons national, régional et international; et les campagnes en faveur de la démocratie et de la paix. Conjointement avec nos organisations affiliées, les Fédérations syndicales internationales et la TUAC, et en collaboration avec les alliés de la société civile, nous avons réalisé d'importantes avancées dans chacun de ces domaines.

Le présent résumé met en évidence les principales réalisations, qui sont traitées plus en détail dans les rapports sur les Nouveaux fronts et priorités soumis au Conseil général, dans les rapports des réunions du Conseil et les rapports des Organisations et structures régionales de la CSI <https://congress2018.ituc-csi.org/documents>.

Dans le cadre du mandat « **Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses** » défini au Congrès à Berlin, la CSI a fixé comme objectif de croissance l'affiliation de 20 millions de nouveaux membres à la Confédération avant le 4^e Congrès mondial de la CSI. La CSI compte à présent 207 millions de membres déclarés, soit 30 millions de nouveaux membres, dépassant ainsi l'objectif. L'Académie d'organisation mondiale a formé, par le biais des Académies d'organisation régionales, quelque 500 organisateurs principaux stratégiques, qui ont à leur tour déjà formé plus de 2 000 organisateurs moyennant 62 activités nationales dans toutes les régions, en collaboration avec nos organisations affiliées, les Organisations régionales et les FSI. Ceci jette des fondations solides pour la croissance syndicale, assurant une forte représentation des femmes, et la parité entre hommes et

femmes dans le cadre des activités de formation est désormais la norme. Cent quarante jeunes organisateurs ont été formés et 45 organisations affiliées ont rejoint la plateforme des jeunes « Organisez-vous! ». L'Académie a produit des matériels pédagogiques, notamment sur les emplois verts et la transition juste, et, en collaboration avec les FSI, a également soutenu des campagnes d'organisation dans des multinationales, telles que MTN en Afrique et Samsung en Asie.

Les valeurs de la paix, du désarmement et de la démocratie, conformément à la Déclaration de principes de la CSI, adoptée lors de son Congrès fondateur, ont continué de guider nos travaux. Un « Rapport sur la liberté » annuel décrit en détail le travail réalisé par les organisations affiliées en ce qui concerne les situations de conflit, les catastrophes naturelles ou les formes extrêmes d'oppression et d'exploitation. Ceci comprend le développement après les conflits, les secours en cas de catastrophe et le soutien aux réfugiés afin de leur offrir un lieu sûr et le droit au travail, ainsi que l'organisation des travailleurs de l'économie souterraine dans les régimes oppresseurs. Il fournit également une base pour le plaidoyer à l'échelle mondiale concernant ces questions. La CSI a participé au Congrès mondial du Bureau international de la paix à Berlin en 2016 et a organisé une conférence intergénérationnelle sur la paix, la démocratie et les droits à Bruxelles en 2017. Les préparatifs avec les organisations affiliées en vue de l'élaboration de la Recommandation 205 de l'OIT sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience ont contribué à ce que cette norme, adoptée en 2017, incorpore les principales préoccupations du mouvement syndical. En outre, les activités de suivi avec ACTRAV contribuent à renforcer les capacités dans ces environnements difficiles. Nous avons également continué de faire entendre notre voix en faveur du désarmement nucléaire mondial et de la réduction des dépenses militaires afin de dégager des fonds pour la protection sociale, les services publics essentiels et les investissements dans les infrastructures.

Les droits humains et syndicaux sont la priorité absolue. Les syndicats dans toutes les régions sont en première ligne pour défendre les droits démocratiques et, grâce à la solidarité directe et aux actions à l'OIT et dans d'autres institutions, la famille de la CSI a soutenu les personnes faisant face aux atteintes aux droits fondamentaux dans le cadre du programme des pays à risque <https://www.ituc-csi.org/countries-at-risk-597?lang=fr>. Ce programme vise à soutenir nos camarades où qu'ils soient confrontés aux atteintes aux droits démocratiques, comme au Brésil, où nous sommes restés aux côtés de la CUT pour réclamer la libération de l'ancien président Lula, injustement emprisonné pour l'empêcher de se représenter aux élections et, en Palestine, où nous avons continué d'exiger la fin de l'occupation et d'insister sur l'adoption d'une solution prévoyant deux États.

La priorité absolue a été accordée aux pays classés dans les catégories 4, 5 et 5+ dans notre Indice des droits dans le monde <https://www.ituc-csi.org/indice-csi-des-droits-dans-le-20301>, publié depuis cinq ans déjà. Il décrit la réduction de l'espace démocratique à l'échelle mondiale liée à la montée de l'autoritarisme et des dictatures, ainsi que le pouvoir débridé des entreprises. Globalement, 128 protestations et appels de solidarité en faveur des droits syndicaux concernant 55 pays ont été lancés, tout comme quelque 50 missions de solidarité visant à défendre les droits syndicaux dans plus de 20 pays. Un soutien direct a été apporté par le Fonds de solidarité de la CSI à des organisations affiliées dans 56 pays, principalement les pays soumis à des atteintes aux droits fondamentaux et, dans certains cas, au lendemain de catastrophes naturelles.

Des actions de solidarité en faveur des syndicats pris pour cible ont été promues à travers nos listes d'envoi des droits humains et syndicaux, les communiqués de presse et les réseaux sociaux de la CSI, en étroite coopération avec les Organisations régionales. Les réunions annuelles du Comité des droits humains et syndicaux ont facilité tant les approches spécifiques à chaque pays que des débats stratégiques sur des thèmes essentiels.

Vingt-six plaintes ont été déposées auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT, ainsi que trois plaintes en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT et trois en vertu de l'article 26. Cent quatre-vingt-sept observations ont été transmises à la Commission d'experts de l'OIT et des rapports sur cinq pays ont été présentés dans le cadre de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ainsi que six rapports de pays dans le cadre des procédures spéciales du Conseil. Une plainte a été déposée auprès du Médiateur européen au sujet du non-respect par l'UE de ses engagements en matière de droits humains dans le cadre des accords commerciaux avec le Bangladesh. En outre, des conseils ont été fournis à 28 organisations affiliées au sujet des modifications à la législation du travail.

Parmi les cas hautement prioritaires figuraient la campagne visant à libérer les syndicalistes coréens, notamment l'ancien président de la KCTU, Han Sang-gyun; la défense des syndicats face aux attaques continues au Bélarus, au Cambodge, au Swaziland, en Turquie et au Zimbabwe; et la campagne couronnée de succès en faveur de la ratification de la Convention 98 de l'OIT et de l'élimination des « contrats de protection » frauduleux au Mexique.

La CSI a appuyé une action réussie devant la Cour européenne des droits de l'homme en indemnisation pour les travailleurs/euses migrants en Grèce, abattus par leur employeur alors qu'ils protestaient contre le non-paiement des salaires. Un appui a été fourni aux organisations affiliées dans six pays en matière de diligence raisonnable obligatoire dans les chaînes d'approvisionnement, et la CSI a aidé la TUAC dans l'élaboration du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et lui a donné des orientations spécifiques sur le secteur de l'habillement. Nous avons également été étroitement associés à l'élaboration d'un « avant-projet » du traité des Nations unies sur les sociétés transnationales et les droits humains, publié en juillet 2018.

Nous avons défendu le droit de grève face à une campagne agressive et sans scrupules lancée par le Groupe des employeurs de l'OIT et avons renforcé notre soutien juridique aux organisations affiliées.

Cette action a été réalisée par le biais de conseils juridiques et de six centres juridiques dans les pays, ainsi que moyennant une procédure en justice et un soutien, notamment en ce qui concerne la réforme de la législation du travail au Chili, incorporant la décision de la Cour interaméricaine des droits de l'homme qui appuie les droits syndicaux, suite à l'intervention réussie de la CSI et de la CSA.

Les actions menées auprès de l'OIT comprenaient également des préparatifs intenses, conjointement avec les Organisations régionales, en vue de la Commission de l'application des normes, des exposés sur les pays et des affaires portées devant le Comité de la liberté syndicale. La CSI a tenu informé le Groupe des travailleurs au sujet des points de la discussion tripartite lors de la Conférence internationale du travail, et a assuré la coordination des contributions du Groupe des travailleurs aux débats. Nous avons, en outre, fourni un appui aux représentants des travailleurs sur la Commission mondiale de l'OIT sur l'avenir du travail, notamment par le biais du groupe de référence de la CSI en la matière.

Le Nouveau front de la CSI sur l'élimination de l'esclavage <https://www.ituc-csi.org/eliminating-slavery?lang=fr> a constitué une des principales priorités au cours des quatre dernières années dans le cadre des actions concertées visant à combattre le système de la « *kafala* » dans les pays du Golfe. La campagne sur le Qatar et l'énorme programme d'infrastructure pour la Coupe du monde a permis que d'importantes réformes soient entreprises, notamment l'abolition du système de permis de sortie du territoire pour 1,5 million de travailleurs migrants, l'introduction d'un salaire minimum qui sera augmenté dans le cadre du programme de l'OIT au Qatar, l'établissement d'un tribunal du travail, ainsi que de comités sur le lieu de travail permettant aux travailleurs d'élire leurs propres représentants. Les actions visant à consolider et à faire avancer les réformes au Qatar, notamment pour les travailleurs/euses domestiques, ont été menées parallèlement aux premières mesures destinées à étendre la campagne à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis où l'exploitation et les abus sont très fréquents. La campagne concernant le Qatar a également créé une dynamique en vue de l'établissement du Centre

indépendant pour les sports et les droits humains destiné à prévenir les violations et à assurer un accès à des voies de recours dans l'industrie du sport, y compris lors de grands événements sportifs. La CSI, l'IBB, UNI, l'OIT, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, des ONG, des gouvernements, des employeurs, des organismes sportifs, des donateurs et des médias sont engagés dans la gouvernance et les travaux du Centre.

L'adoption du Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé représente une avancée majeure dans la lutte contre l'esclavage moderne, lequel a été ratifié par 26 pays. En outre, une législation nationale en matière de diligence raisonnable en ce qui concerne l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement a été adoptée dans plusieurs pays. L'accent accru mis sur l'esclavage à l'échelle mondiale au cours des quatre dernières années a également donné lieu à des engagements du G20 et d'autres organismes internationaux et régionaux à éliminer l'esclavage. L'analyse des législations nationales concernées et les enquêtes et interventions dans plusieurs pays, notamment au Brésil, en Mauritanie, au Myanmar et au Paraguay, ont complété le travail en faveur des organisations affiliées et la présentation de cas à l'OIT.

Les actions menées dans le cadre du Nouveau front de la CSI sur la justice climatique et la transformation industrielle <https://www.ituc-csi.org/climate-justice-and-industrial?lang=fr> ont conduit à une avancée majeure, dans la mesure où la transition juste a été incorporée dans l'Accord de Paris sur le climat en 2015, grâce au véritable engagement des organisations affiliées et des FSI dans la stratégie mondiale. Ceci a établi un critère de référence essentiel pour la politique mondiale en matière de climat, reflété dans les politiques nationales et internationales, y compris à l'OIT, à l'OCDE et dans d'autres organismes. Le Centre pour une transition juste de la CSI <https://www.ituc-csi.org/just-transition-centre?lang=fr>, établi en 2016, s'emploie à soutenir les syndicats dans le cadre du dialogue concernant les stratégies de transformation aux niveaux national, municipal et de l'État/provincial, réalisant un travail concernant les investisseurs, conjointement avec le Comité sur le capital des travailleurs, et facilitant un dialogue

constructif avec les groupements économiques et les entreprises en vue d'assurer une transition juste dans leurs activités. Grâce à un partenariat entre la CSI et les Principes pour l'investissement responsable des Nations unies, la London School of Economics et l'université de Harvard, un guide sur la transition juste élaboré à l'intention des investisseurs et des fonds de pension a été adopté par 20 principaux investisseurs avec un capital cumulé de 3 000 milliards USD à ce jour, l'objectif étant de 300 fonds, d'un montant de 30 000 milliards USD. Nous avons, en outre, coordonné l'engagement syndical dans le cadre des négociations des Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste et avons organisé l'engagement de quelque 120 représentants syndicaux lors des négociations annuelles sur le climat de la CCNUCC.

La publication, en janvier 2016, du rapport sur la main-d'oeuvre cachée <https://www.ituc-csi.org/un-nouveau-rapport-de-la-csi>, révélant que 50 des plus grandes entreprises multinationales n'emploient directement que six pour cent de leur main-d'oeuvre, représente une avancée notable dans la campagne des Nouveaux fronts de la CSI sur les chaînes d'approvisionnement <https://www.ituc-csi.org/supply-chains?lang=fr>. Cette publication a été suivie du rapport de 2017 « *Exporting Greed through the Panama Canal* » (« Exportation de la cupidité par le canal de Panama ») sur les chaînes d'approvisionnement de 25 entreprises en Amérique latine et d'un documentaire vidéo <https://www.ituc-csi.org/scandal-exporting-greed-through>, ainsi que des interviews multimédias avec des travailleurs d'Amérique centrale. La campagne concernant Samsung, l'une des entreprises les plus antisyndicales dans le monde, incluait le rapport *Technologie moderne, conditions de travail médiévales* https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/samsung_fr_web_final.pdf, une vidéo www.samsungexposed.org, une série d'actions publiques au sujet des décès dûs à l'utilisation de produits chimiques toxiques par l'entreprise, ainsi que des actions sur les réseaux sociaux concernant le lancement de Samsung Galaxy 8 en mars 2017, recueillant plus de 90 000 engagements sur les réseaux sociaux. La campagne lancée par les syndicats coréens et leurs alliés a contribué à l'inculpation du président de l'entreprise et de 27 autres cadres en raison de leurs

activités antisyndicales en septembre 2018. Samsung a accepté un processus d'arbitrage exécutoire pour les travailleurs/euses empoisonnés par des produits chimiques dans ses usines et a également convenu en 2017 d'engager directement 8 000 membres syndicaux qui étaient antérieurement des sous-traitants. En Afrique, la campagne concernant l'entreprise des télécommunications antisyndicale MTN a été associée à l'organisation ciblée au Ghana et au Nigeria, où 900 nouveaux membres syndicaux ont été organisés dans trois sous-traitants de MTN.

La campagne concernant les chaînes d'approvisionnement mondiales comportait des stratégies en matière de salaire minimum en Afrique, en Asie et en Amérique centrale, développées avec 18 organisations affiliées ciblées et étendues à d'autres organisations affiliées intéressées. Dans ce cadre, une campagne stratégique a été lancée et des forums techniques sur le salaire minimum et la protection sociale ont ainsi été organisés dans dix pays. Dès le lancement de la campagne sur les salaires minimums, de nombreuses organisations affiliées ont indiqué qu'elle avait été couronnée de succès, notamment au Népal, qui a déjà augmenté de 39 pour cent le salaire minimum, et l'Éthiopie et le Rwanda ont adopté un salaire minimum après des décennies d'inaction. Les organisations affiliées au Sénégal et au Nigeria ont mené des actions syndicales en vue de garantir des négociations sur le salaire minimum et des pressions sont également exercées sur l'Union africaine afin de proclamer 2019 « Année de l'Union africaine pour des salaires décents et le développement ». La CSI a également soutenu la campagne « Pay Rise » de la CES et a participé à l'événement organisé dans le cadre de la campagne à Bratislava en septembre 2017. En outre, des actions sont également en cours avec les affiliés du CRPE.

Les stratégies de campagne dans le cadre des Nouveaux fronts de la CSI ont été élaborées en prenant compte des résultats du Sondage d'opinion mondial de la CSI <https://www.ituc-csi.org/ituc-global-poll-2017>, révélant un très large soutien du public aux revendications syndicales en matière de salaires, de santé et de sécurité au travail, d'action pour le climat, de droits des travailleurs, y compris le droit de grève, et d'une série d'autres questions liées au travail. Trois

quarts des personnes interrogées dans le cadre du Sondage d'opinion sont en faveur d'un rôle plus actif des syndicats dans la société.

La dénonciation publique des violations des droits dans le cadre de ces campagnes a contribué à ce que la mobilisation et les efforts de plaidoyer des syndicats aient une incidence sur la prise de décisions à l'échelle mondiale conformément à la priorité de la cohérence mondiale de la CSI <https://www.ituc-csi.org/global-coherence-and-development?lang=fr>, notamment auprès du G7 et du G20, qui en Allemagne en 2017 et en Argentine en 2018 ont pris des engagements importants à mettre fin à la suppression des normes du travail comme outil de concurrence internationale, à assurer que les entreprises fassent preuve de diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement et à soutenir la mise en œuvre des normes du travail, sociales et environnementales. Nous avons réussi à convaincre l'OIT d'organiser une discussion générale sur les chaînes d'approvisionnement mondiales conjointement avec une série de réunions d'experts pour développer cette action. Notre ambition est d'obtenir une Convention de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement. La CSI est également engagée dans les négociations en faveur de l'élaboration d'un Traité des Nations unies sur les entreprises et les droits humains. De concert avec la CES, nous promouvons la diligence raisonnable obligatoire, en nous appuyant sur la loi française relative au devoir de vigilance et d'autres initiatives nationales.

Le G20 a également pris des engagements concernant l'intégration des réfugiés au marché du travail, la transparence fiscale, la nécessité d'enrayer la baisse de la part du travail dans le revenu, la protection sociale universelle, la formalisation du travail informel et les relations d'emploi pour les travailleurs/euses en ligne sur les entreprises-plateformes. Le Forum syndical Asie-Europe s'est vu accorder le statut officiel après 20 ans d'engagement informel et s'est adressé aux chefs de gouvernement lors de la réunion Asie-Europe qui s'est tenue en octobre 2018.

Le travail réalisé dans le cadre de la cohérence mondiale comportait également une campagne lancée par la CSI et les FSI, qui a été couronnée de succès, en

faveur de l'adoption d'une politique de sauvegarde en matière de travail dans les prêts de la Banque mondiale, en vigueur dès octobre 2018, y compris des critères concernant les droits d'organisation et de négociations collective dans tous les projets financés par la Banque mondiale. Douze cas ont été soumis par la CSI concernant les politiques de sauvegarde actuelles en matière de travail de la Société financière internationale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. À la suite des pressions exercées au sujet des politiques en matière de protection sociale, le Fonds monétaire international a convenu, en janvier 2018, de réviser son cadre de protection sociale, avec la participation de la CSI et de la CSA. Sous la pression du mouvement syndical international et d'autres groupes de la société civile, le FMI a commencé, en 2015, à analyser les causes des inégalités dans ses pays membres et les effets distributifs de ses recommandations politiques. Plus de progrès dans cette analyse ont été accomplis en matière d'égalité entre hommes et femmes qu'en ce qui concerne les politiques fiscales et de l'emploi. Et malgré la reconnaissance par le département de la recherche du FMI du bien-fondé des revendications syndicales concernant la négociation collective et d'autres questions, ses conditions d'octroi de prêts ont continué d'avoir un impact négatif sur les droits des travailleurs, les revenus, la sécurité de l'emploi et le secteur public.

Pendant toute la période depuis le Congrès à Berlin, l'accent a continué d'être particulièrement mis sur l'appel à une réforme des politiques régressives et à l'encontre des travailleurs auprès des Institutions financières internationales, notamment lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale. Un important soutien a été apporté aux organisations affiliées dans les pays soumis à des conditionnalités en matière de prêts, y compris les conditions destructives imposées par la troïka (Commission européenne, FMI et Banque centrale européenne) à la Grèce, ainsi qu'à d'autres pays. La CSI a également continué de vivement critiquer publiquement la publication fortement contestée de la Banque mondiale « *Doing Business* », dont l'approche idéologique porte atteinte aux normes du travail et aux politiques fiscales, en matière de pension et de sécurité sociale, et nous avons coordonné

les critiques syndicales dans le cadre de la rédaction du Rapport sur le développement dans le monde 2019 de la Banque mondiale.

Le travail concernant le commerce international prévoyait des actions visant à soutenir les organisations affiliées en ce qui concerne les accords commerciaux axés sur les entreprises, tels que l'ACS et le TTIP. Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne les dispositions relatives au travail dans les accords commerciaux, tels que l'AECG et le TPP, et le CPTPP qui lui succède, et, bien que de réels mécanismes contraignants n'aient pas été établis, ces dispositions ont constitué un axe important pour faire pression sur les gouvernements. La campagne lancée contre les clauses de règlement des différends entre investisseurs et États a permis d'inscrire ce point à l'ordre du jour international. Les Nations unies se sont ainsi engagées dans une procédure de réforme du RDIE. Les activités ont été intensifiées en particulier au cours des deux dernières années en ce qui concerne les propositions d'accords sur le commerce électronique, qui pourraient avoir un impact considérable sur le développement, le droit de réglementation des gouvernements et les droits des travailleurs. En outre, nous avons coordonné avec la CSI-Afrique et la CES l'action visant à réclamer le retrait des Accords de partenariat économique et leur remplacement par un nouveau partenariat Europe-Afrique basé sur la solidarité et aidant les pays africains à se défendre contre les pratiques d'investissement prédatrices.

Le Réseau syndical de coopération au développement (RSCD) <https://www.ituc-csi.org/development-cooperation?lang=fr>, impliquant plus de 100 organisations affiliées et organisations solidaires, a eu un impact considérable sur les politiques en matière de développement.

L'inclusion du travail décent comme objectif universel dans le Programme à l'horizon 2030, adopté par les Nations unies en septembre 2015, constitue un acquis fondamental pour les syndicats. Le Programme à l'horizon 2030 établissant les Objectifs de développement durable (ODD) constitue le cadre multilatéral de développement nécessitant un suivi et l'établissement de rapports sur sa mise en oeuvre à l'échelle natio-

nale. La liberté syndicale et la négociation collective, le dialogue social et la protection sociale sont consacrés dans les ODD comme piliers pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, le changement climatique et pour soutenir la gouvernance démocratique.

Les syndicats sont étroitement associés au processus des ODD aux échelons mondial, régional et national. Le suivi de la mise en oeuvre du Programme à l'horizon 2030 est en cours, moyennant un processus de suivi syndical indépendant, auquel sont étroitement associées les Organisations régionales <https://www.ituc-csi.org/2030Agenda?lang=fr>. Ce suivi inclut une attention particulière au rôle central du dialogue social dans la mise en oeuvre, la responsabilisation des gouvernements nationaux et des entreprises, ainsi que dans le cadre des investissements du secteur privé.

Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement a désormais reconnu le dialogue social comme moyen d'assurer un développement durable, et a approuvé les principales revendications syndicales. Le nouveau Consensus européen pour le développement incorpore les revendications syndicales de promotion des emplois décents et du dialogue social. Selon le Consensus, le travail décent doit donner lieu à des salaires décents afin de générer des recettes suffisantes pour les services publics et la protection sociale, tout en promouvant des chaînes de valeur durables qui respectent les droits humains et syndicaux, les normes fondamentales de l'OIT et les dispositions de la diligence raisonnable.

Des résultats ont également été obtenus en ce qui concerne le changement des règles en matière de coopération au développement à l'OCDE, de sorte que les flux d'aide institutionnelle sont désormais conformes à l'Agenda pour le travail décent, notamment le dialogue social et le renforcement des capacités des syndicats. Ceci permet de garantir des moyens financiers pour soutenir les priorités syndicales en matière de coopération au développement.

Le RSCD a également établi des partenariats solides entre syndicats, dans lesquels plus de 60 syndicats et organisations solidaires mettent en pratique les

principes syndicaux pour l'efficacité du développement adoptés par la CSI <https://www.ituc-csi.org/principes-efficacite-developpement>.

La CSI a émis des critiques en ce qui concerne les aspects essentiels de la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba, en particulier l'accent dénué de toute critique mis sur le secteur privé; toutefois, la Conférence a appuyé la protection sociale et les services publics essentiels pour tous, ainsi que la création d'emplois et le travail décent. La possibilité de financer une protection universelle a été confirmée lors d'une réunion d'experts sur la protection sociale en septembre 2018 <https://www.ituc-csi.org/une-reunion-d-experts-de-la-csi-le>, organisée par la CSI, à laquelle ont participé 30 organisations affiliées de toutes les régions et 70 spécialistes des milieux universitaires, de la société civile et des institutions internationales, dont le FMI. Nous avons organisé neuf séminaires nationaux avec des syndicats et des organisations de la société civile, y compris de l'économie informelle, afin de les aider à développer des stratégies nationales en matière de protection sociale. Les défis posés par la mise en oeuvre de la Recommandation 202 de l'OIT ont été mis en évidence dans l'Étude d'ensemble de l'OIT sur les socles de protection et nous travaillons en collaboration avec l'OIT pour appuyer cette mise en oeuvre.

Outre son travail relatif au climat et à la transition juste, le Comité sur le capital des travailleurs (CWC) a contribué à remporter d'importantes victoires pour les travailleurs/euses dans plusieurs entreprises grâce à des campagnes auprès de sociétés et à une action de coordination à travers son réseau mondial d'administrateurs de caisses de retraite. Le réseau du CWC de plus de 600 participants dans plus de 30 pays regroupe 300 administrateurs de caisses de retraite désignés par les travailleurs et les syndicats. Quelque 100 administrateurs et militants syndicaux participent à la Conférence annuelle sur le capital des travailleurs. Les notes d'information, les rapports et les documents d'orientation du CWC éclairent les décisions des administrateurs des caisses de retraite à l'échelle internationale, portant sur divers thèmes, tels que la transparence fiscale, les frais de placement et les droits des travailleurs de la construction au Qatar.

Les principes directeurs du CWC sur les droits des travailleurs et les normes du travail ont été publiés en 2017, fournissant des indicateurs utilisés pour promouvoir les droits des travailleurs avec des acteurs clefs tels que les agences de notation de durabilité et les initiatives de transparence du travail.

La campagne « Comptez avec nous! » <https://www.ituc-csi.org/count-us-in-600?lang=fr> s'inscrit dans le cadre de la priorité de la CSI sur l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail, dans la société et au sein des syndicats. Bien que le taux moyen d'affiliation des femmes aux organisations affiliées de la CSI s'élève à 42 pour cent, les femmes demeurent fortement sous-représentées aux postes de direction; toutefois, le niveau élevé d'engagement des organisations affiliées au programme de la CSI a contribué à apporter des améliorations. Le taux moyen de représentation des femmes aux plus hauts organes de prise de décisions est actuellement de 28 pour cent; les femmes occupent 7 pour cent des postes supérieurs de direction et 14,4 pour cent à l'un des deux postes à plus haute responsabilité, contre 12 pour cent en 2012. Bien que les questions d'égalité soient intégrées dans l'ensemble des activités de la CSI, l'accent a été particulièrement mis sur la violence sexiste <https://www.ituc-csi.org/gender-based-violence?lang=fr>, par rapport à laquelle la grande majorité des organisations affiliées se sont engagées, ainsi qu'en faveur d'une solide Convention de l'OIT sur la violence sexiste au travail. La violence à l'égard des femmes a constitué un point d'attention majeur pour le Comité des femmes de la CSI et la campagne pour un congé pour cause de violence domestique gagne en intensité grâce aux négociations collectives fructueuses et à l'adoption de dispositions législatives. Du matériel de campagne et de plaidoyer, y compris en ce qui concerne le processus d'élaboration d'une Convention de l'OIT, a été produit dans plusieurs langues et, tout comme dans d'autres domaines de nos travaux, une étroite collaboration est établie avec les Fédérations syndicales internationales en la matière. Nous sommes convaincus que nous obtiendrons une Convention de l'OIT lors de la Conférence du centenaire de l'OIT en 2019.

Deux rapports importants de la CSI sur l'investissement dans l'économie des soins <https://www.ituc-csi.org/investir-dans-l-economie-des-soins> ont eu un impact majeur sur les débats à l'échelle mondiale, démontrant la valeur sociale et économique de l'investissement dans les soins, grâce à l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail et à la création de nouveaux emplois pour les femmes et les hommes. Le travail concernant l'écart de rémunération entre hommes et femmes s'est poursuivi. En outre, deux rapports sur les disparités salariales à l'échelle mondiale <https://www.ituc-csi.org/rapport-disparites-salariales> et sur les différences entre hommes et femmes en matière de protection sociale <https://www.ituc-csi.org/rapport-differences-protection-sociale> ont été élaborés en 2018. Deux cents femmes syndicalistes du monde entier ont participé à la 3^e Conférence mondiale/Assemblée sur la syndicalisation des femmes au Costa Rica en octobre 2017.

L'action en faveur des droits du travail pour les travailleurs/euses domestiques <https://www.ituc-csi.org/domestic-workers-601?lang=fr> a contribué à obtenir 25 ratifications de la Convention 189 de l'OIT, ainsi que des amendements positifs à la législation dans plus de 50 pays. La CSI a soutenu les campagnes d'organisation des organisations affiliées et de la Fédération internationale des travailleurs domestiques, grâce auxquelles au moins 600 000 travailleurs/euses domestiques sont désormais organisés en syndicats dans le monde entier.

La priorité « La gouvernance mondiale des migrations » <https://www.ituc-csi.org/global-governance-of-migration?lang=fr> comprenait des actions de plaidoyer fermes et continues auprès de l'opinion publique en faveur des droits des réfugiés et des migrants, en particulier leur intégration au marché du travail dans le respect de leurs droits fondamentaux au travail. Nous avons coordonné les pressions exercées par les syndicats et les organisations de la société civile afin d'intégrer la politique migratoire mondiale dans le cadre des Nations unies, contribuant à l'adoption de politiques internationales, en particulier à l'OIT, sur l'accès des réfugiés au marché du travail et sur la réglementation des agences de recrutement des migrants. Nous avons collaboré avec les FSI et les

organisations affiliées afin de faire pression avec succès sur le Pacte mondial pour les migrations <https://www.ituc-csi.org/le-pacte-mondial-sur-les> afin d'y incorporer les normes internationales du travail et de veiller à ce que l'approche syndicale sur les migrations de main-d'œuvre y soit reflétée. En outre, nous avons lancé des réseaux d'organisation des travailleurs/euses migrants avec les Organisations régionales. Le site web de la CSI « *Recruitment Advisor* » (« Consultation en recrutement ») <https://www.ituc-csi.org/la-csi-lance-une-plate-forme-de> fournit des conseils et des informations, dans sa première phase, aux travailleurs/euses d'Indonésie, du Népal et des Philippines sur les droits des travailleurs dans sept pays de destination, et il est prévu que sa couverture soit étendue à d'autres pays. Le site web permet aux travailleurs/euses d'évaluer en ligne des milliers d'agences de recrutement qui y sont énumérées, tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination. Il comprend des informations tirées de notre Indice des droits dans le monde sur les pays de destination et permet aux travailleurs/euses de communiquer entre eux au sujet de leur situation. Depuis son lancement, le site a reçu 9 000 visiteurs qui avaient consulté 64 000 pages, et plus de 3 200 évaluations ont été recueillies en vue de leur publication sur le site.

Les actions en matière de santé et de sécurité au travail (SST) comprenaient une coordination plus étroite avec les FSI en ce qui concerne les priorités de SST et les préparatifs du lancement de campagnes visant à lutter contre le cancer au travail, notamment en ce qui concerne l'utilisation de produits chimiques, ainsi qu'une campagne pour une interdiction mondiale de l'amiante qui a déjà été lancée. Des activités ont été organisées par les syndicats et des organisations alliées dans le monde entier à l'occasion de la Journée internationale de commémoration des travailleurs morts et blessés, célébrée chaque année le 28 avril, <https://www.ituc-csi.org/28-avril-journee-internationale-de>, laquelle est désormais reconnue officiellement dans plusieurs pays. Un niveau élevé d'engagement des organisations affiliées, des FSI et d'autres groupes promouvant le travail décent a été assuré à l'occasion de l'autre principale journée de mobilisation internationale, à savoir la Journée mondiale pour le travail

décent le 7 octobre <https://www.ituc-csi.org/le-7-octobre-journee-mondiale-pour-20560>.

Outre la forte visibilité médiatique internationale qui a été donnée dans le cadre des campagnes de la CSI, plus de 580 communiqués de presse de la CSI ont été publiés en anglais, en français et en espagnol depuis le dernier Congrès, et le site web de la CSI reçoit entre 100 000 et 140 000 visites par mois en moyenne, avec un pic d'audience de 240 000 au mois de février 2018. Deux cents articles par an en moyenne ont été publiés en anglais, en français et en espagnol par *Equal Times* www.equaltimes.org sur des questions en rapport avec le mouvement syndical, dont l'équipe rédactionnelle a collaboré avec un réseau mondial de journalistes professionnels indépendants couvrant des histoires dans plus de 80 pays chaque année. Au total, 1 886 000 visites du site web ont été enregistrées durant l'année 2017. Les comptes de la CSI sur les réseaux sociaux ont pu compter sur le plein engagement de plus de 50 000 abonnés.

L'exécution du mandat du Congrès à Berlin n'a été possible que grâce à l'engagement actif des organisations affiliées dans les travaux de la CSI, à l'étroite collaboration avec les Organisations régionales, les Fédérations syndicales internationales et la TUAC, et au dévouement et à l'engagement de notre personnel à Bruxelles, dans les régions et dans nos bureaux dans différents pays. J'aimerais également saluer l'important soutien apporté par les organisations solidaires et les organisations qui ont contribué, à travers le Fonds de solidarité, à une grande partie du travail réalisé. En reconnaissant tous ceux et celles qui se sont engagés dans les travaux, je pense qu'en tant que mouvement international nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli durant ces quatre années et je suis confiante que nous pourrons relever les multiples défis auxquels seront confrontés les travailleurs et les travailleuses dans les années à venir.

Sharan Burrow, secrétaire générale

**CHANGER
LES
RÈGLES**